



Dans le 93 : des moyens, pas la répression !

Toutes et tous mobilisé-es le 6 octobre et le 8 octobre à Bobigny

Depuis la rentrée, les mobilisations se multiplient dans les établissements de Seine-Saint-Denis. Personnels et lycéen·nes font les mêmes constats : classes surchargées, manque de personnels enseignants, éducatifs et psycho-médico-sociaux, locaux dégradés, conditions d'étude et de travail indignes. Ces revendications font écho à celles que nous portons depuis 2024 pour obtenir un véritable Plan d'urgence pour l'éducation dans le 93.

Face à ces mobilisations légitimes, la réponse ne peut pas être la répression.

Partout dans notre département, les lycéen·nes du département se mobilisent massivement pour leurs conditions d'étude. Dans l'ensemble des lycées, nos élèves réclament des moyens pour pouvoir étudier dignement.

La réponse apportée à leurs revendications c'est la répression et la violence. Des interventions policières, l'usage de gaz lacrymogènes et de LBD, des charges et des interpellations ont été dénoncés devant plusieurs établissements. Nous refusons toute criminalisation du mouvement lycéen comme toute intimidation ou sanction à l'encontre des élèves mobilisé-es.

Dans le même temps, au lycée Maurice-Utrillo de Stains, nos collègues Sabrina et Julie enseignantes, syndicalistes et lanceuses d'alerte, sont menacées d'une « mutation dans l'intérêt du service » après avoir signalé et dénoncé des violences sexistes, sexuelles et racistes subies par des élèves. Depuis plusieurs semaines, personnels et organisations syndicales se mobilisent pour obtenir l'abandon de cette procédure et de toute sanction à leur encontre.

Nous refusons que celles et ceux qui alertent sur la situation de l'École dans le 93, qui dénoncent les violences ou qui se mobilisent pour leurs conditions de travail et d'étude soient confronté-es à la répression. À leurs revendications, l'État doit répondre par des actes : des personnels, des moyens et des conditions d'étude et de travail dignes.

Pour ces raisons, l'intersyndicale FSU 93, CGT éducation 93, Sud éducation 93 et CNT 93, appelle l'ensemble des personnels à se mobiliser, se mettre grève et à rejoindre les piquets de grève devant les lycées aux côtés des jeunes mobilisé-es le mardi 6 octobre, et à rejoindre les manifestations pour soutenir les revendications lycéenne et dénoncer la répression. Elle appelle à diffuser auprès des élèves du matériel pour connaître leurs droits en cas d'interpellation et de garde à vue.

À l'occasion du CDEN du jeudi 8 octobre, l'intersyndicale éducation 93 appelle l'ensemble des personnels à se rassembler, aux côtés des lycéen·nes, et à se mobiliser y compris par la grève :

- contre la répression policière et administrative du mouvement lycéen ;
- pour soutenir les revendications des lycéen·nes mobilisé-es ;
- contre les violences faites aux enfants, la répression des personnels lanceur·ses d'alerte, notamment pour l'abandon de toute mesure contre Julie et Sabrina ;
- pour exiger les moyens nécessaires au service public d'éducation en Seine-Saint-Denis et un véritable Plan d'urgence pour le 93.

Nous exigeons d'être reçu-es par la préfecture de Seine-Saint-Denis le 8 octobre, afin de porter les revendications des personnels et des lycéen·nes et d'obtenir des réponses concrètes aux besoins des établissements du département.

Toutes et tous devant la préfecture !
Jeudi 8 octobre 2026 à partir de 16 h
3 esplanade Jean-Moulin à Bobigny

Pour nos collègues, pour nos élèves, pour l'École publique dans le 93 : des moyens, pas la répression